

# **PassNavigo à 65 euros : Le même prix pour tout le monde, c'est possible !**

Le droit à la mobilité pour toutes et tous est un droit fondamental. Les ménages consacrent une part toujours plus importante de leur budget aux transports (jusqu'à 25% en Île-de-France), alors que les salaires stagnent et que le chômage et les prix des biens de première nécessité explosent.

Déjà confronté-e-s à la galère quotidienne des transports en commun (retards, incidents, annulations, métros et trains bondés...), des millions de salarié-e-s francilien-ne-s subissent une triple peine : plus on habite loin du centre, plus on s'épuise dans les transports, et plus on paie cher.

Elu-es et militant-es communistes, nous portons depuis des années ces combats pour que chacun-e, quelque que soit son lieu d'habitation en Île-de-France, puisse se déplacer facilement, dans de bonnes conditions avec des modes de transports respectueux de l'environnement.

À l'heure où le futur réseau de métro du Nouveau Grand Paris devient concret avec ses 72 nouvelles gares, il ne serait pas compréhensible d'avoir plusieurs tarifs qui se juxtaposent !

## **Pour une zone unique en Île-de-France**

Au-delà du besoin d'offre nouvelle et d'amélioration de l'existant, nous estimons que le prix des transports doit être abordable pour toutes et tous ! Or, on constate que de nombreux-ses Francilien-nes renoncent à prendre les transports ou achètent leurs tickets à l'unité, faute de pouvoir acheter un passNavigo.

**C'est pourquoi, dès 2004, nous avons proposé de créer une zone unique en Ile-de-France.** Nous avons déjà obtenu la suppression des zones 6, 7 et 8. Il faut poursuivre pour que le prix soit identique que l'on vive à Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne ou Val-d'Oise ! Une seule région, un seul tarif, une seule zone : le droit à la mobilité, c'est aussi le droit de s'approprier la métropole, d'en découvrir toute la diversité.

Des divergences demeuraient à gauche sur le montant de la tarification de cette zone unique. Tout récemment, les élu-e-s du PS et d'Europe Ecologie-Les Verts ont accepté notre proposition de zone unique au tarif des zones 1-2 et celle concernant le mode de financement. La majorité sénatoriale doit suivre ! Pour nous, il s'agit d'une véritable mesure de justice sociale et territoriale pour toutes et tous.

## **LE 16 MAI : MOBILISONS-NOUS, AU SÉNAT, POUR FAIRE CONTRIBUER LES ENTREPRISES ET NON LES USAGERS ET LES COLLECTIVITÉS !**

Pour mettre en œuvre cette zone unique au tarif de la zone 1-2, nous proposons d'augmenter la contribution des entreprises, c'est-à-dire « le versement transport », en l'harmonisant sur l'ensemble de l'Île-de-France ce qui rapporterait 800 millions d'euros : assez pour financer la zone unique et permettre d'investir pour améliorer la qualité des transports.